

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Les-travailleurs-du-genie-rural-et.html>

Les travailleurs du génie rural et urbain de Tiaret revendiquent leurs droits

- Lutttes sociales en Algérie -

Publication date: mercredi 30 mai 2012

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Plusieurs dizaines de travailleurs de l'entreprise du génie rural et urbain de Tiaret ont observé le 06 Mai dans la cour de l'entreprise, un sit-in pour dénoncer leurs conditions de travail, déployant des banderoles pour dire « *non au tutorat pour exiger la reconnaissance de nos droits et critiquer la gestion de l'entreprise* ».

Les travailleurs menés par leur syndicat qu'appuie l'Union territoriale UGTA, parlent de convention collective non encore négociée, de mépris de la part de la direction générale, du manque de volonté à ouvrir un dialogue avec la section syndicale et les membres du comité de participation, piétinement des droits socioprofessionnels des travailleurs, absences de promotion depuis une vingtaine d'années, de primes de rendement et de formation en dépit de l'affectation d'une enveloppe financière de 4 milliards de centimes. Ils soulèvent également le non versement des créances en matière de charges sociales à la CNAS.

Ils exigent la mise en place d'une commission d'enquête et donnent un ultimatum aux responsables concernés pour y remédier faute de quoi ils s'acheminent vers la radicalisation de leur mouvement, c'est-à-dire la grève.

Tiré du journal El Watan du 07/05/2012

Avançant une série de griefs, les travailleurs, sous la bannière de leur syndicat, qu'appuie l'Union territoriale UGTA, parlent de convention collective non encore négociée, d'absence de répondant de la part de la direction générale, du manque de volonté à ouvrir un dialogue avec la section syndicale et les membres du comité de participation, piétinement des droits socioprofessionnels des travailleurs, absences de promotion depuis une vingtaine d'années, de primes de rendement et de formation en dépit de l'affectation d'une enveloppe financière de 4 milliards de centimes. Ils soulèvent également le non-paiement des créances, notamment celles de la Caisse de sécurité sociale.

Les protestataires disent : « *vouloir faire entendre leur cri de détresse à l'endroit des responsables et de l'opinion publique et le règlement des problèmes évoqués* ».

Ils exigent la mise en place d'une commission d'enquête et donnent un ultimatum aux responsables concernés pour y remédier faute de quoi ils s'acheminent vers la radicalisation de leur mouvement, c'est-à-dire la grève.

C.P.